

Discours de Richard Ferrand

Mardi 31 juillet 2018

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mes Chers collègues,

Qu'il est triste ce jour où la politique devient une métaphore de la propagande !

Rien n'est pourtant plus honorable que de monter à la tribune pour débattre de l'action du Gouvernement, idée contre idée, vision de la société contre vision de la société, philosophie politique contre philosophie politique, programme d'action contre programme d'action.

Réaliser par la loi la promesse d'égalité entre les citoyens, celles de liberté et de solidarité, travailler pour la justice sociale, pour la promotion sociale républicaine afin que dans notre France, chaque citoyen puisse maîtriser son destin, favoriser la volonté d'entreprendre, d'innover, de ne jamais rien considérer comme acquis, de toujours encourager la volonté de servir notre pays... Voilà les sujets qui méritent bien des confrontations.

Cependant, ces enjeux ne sont pas à l'ordre du jour. Nous ne sommes pas dans un débat politique. Ces deux motions de censure que nous examinons ont quelque chose de rance, de marécageux, aux antipodes du débat d'idées.

Elles ne sont que la continuité d'une entreprise de ralentissement par les oppositions du travail de transformation de la majorité. Elles sont le symbole de manœuvres politiciennes qui ne trompent plus grand monde.

En effet, dès que les premiers éléments de cette histoire sont sortis dans la presse, l'opposition a organisé un blocage institutionnel de notre Assemblée.

Que dire des 300 rappels aux règlements, des demandes de suspension, des invectives qui ont empêché l'examen de la révision constitutionnelle ?

Que dire de cette alliance de circonstance, de notre droite à notre gauche, qui se fait aux dépens des idées et surtout des préoccupations légitimes de nos compatriotes ?

A droite, on tente de faire de la faute d'un homme, aussi grave soit-elle, un scandale, voire une affaire d'État

Par tous les moyens, vous tentez de remettre en doute la probité des femmes et des hommes qui dirigent notre Nation et qui ont été portés au pouvoir par les choix du peuple français.

Pire, vous tentez désormais de mettre à jour un complot qui n'existe pas. Vous parlez d'une police parallèle, telle un Service d'Action Civique (« SAC ») dont la droite connaissait bien jadis les méthodes.

Une commission d'enquête a été mise en place en 24 heures ! Les auditions ont été menées publiquement.

Nous avons pu auditionner le ministre de l'Intérieur et son directeur de cabinet, le directeur de cabinet du président de la République, le général commandant militaire de la Présidence de la République, le chef du Groupe de Sécurité de la Présidence de la République (GSPR), le préfet de police de Paris, les forces de l'ordre ainsi que leurs représentants.

Simultanément une information judiciaire et une enquête de l'Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN) ont été ouvertes.

L'intensité de cette réponse est la preuve que la majorité a souhaité faire toute la lumière sur cette affaire, sans aucun obstacle de l'exécutif.

Cette intensité dans la réponse appelle surtout à ce que, désormais, nous attendions les conclusions des différentes investigations ; ce qui ne s'inscrit certes pas dans votre agenda politique et médiatique.

Pourtant, vous n'avez rien respecté de cela, et votre attitude révèle l'objectif réel que vous poursuivez.

L'avancée des travaux n'a fait que dévoiler ce qui animait votre soi-disant quête de vérité : la volonté de couper des têtes, de faire tomber le Gouvernement et au bout de cette pelote, de porter atteinte au Président de la République et déstabiliser ainsi le travail qu'il conduit.

Plus la vérité est devenue apparente, plus vous vous êtes enfermés dans vos postures, jusqu'à claquer la porte de la commission des lois.

Scénariser un feuilleton politique vous importait plus que la seule vérité, dont vous découvriez heure après heure qu'elle décevait vos espoirs inavouables.

Je vous ai connus pourtant bien moins impétueux voici 10 ans, lorsqu'il s'agissait d'enquêter sur l'affaire des sondages de l'Élysée ou sur les dessous de l'affaire des infirmières bulgares, sujets d'une toute autre ampleur.

Vous avez fait d'un outil pour faire émerger la vérité un outil de mise en cause permanent, un outil de spectacle politique.

Toutefois, les Français ne sont pas dupes de l'instrumentalisation que vous avez faite de cette histoire : il ne s'agit bien sûr pas d'une affaire d'État mais d'une tentative de manipulation qui se révèle grossière !

La motion de censure, dans laquelle vous ne parlez que de M. BENALLA, ne fait que confirmer vos volontés.

En effet, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une lettre de licenciement du Gouvernement que vous souhaitez faire voter sur la base d'une faute individuelle, d'un chargé de mission.

Suggestion baroque qui donne la mesure de votre piètre stratagème. Vos masques tombent !

C'est une nouvelle preuve que, face à notre majorité nouvelle qui rejette les carcans du conservatisme et du sectarisme, vous vous trouvez démunis.

C'est une nouvelle preuve de votre incapacité à proposer un chemin à notre pays, comme vous n'étiez déjà pas parvenus à le réformer lors de votre décennie au pouvoir.

Vos esclandres à répétition démontrent enfin votre rejet viscéral de la révision constitutionnelle, de la réduction du nombre de parlementaires, de l'introduction d'une dose de proportionnelle, refus conservateurs que vous avez voulu cacher à l'abri d'un pseudo-scandale.

Pire vous utilisez le fonctionnement de l'État et cherchez à le fragiliser à des fins tactiques.

A gauche, se sont rassemblés pour la circonstance ceux qui ne sont d'accord sur rien : c'est l'alliance des auto-entrepreneurs de la démolition systématique.

Il y a sans doute une nostalgie de l'union des gauches peut-être même du cartel des gauches.

Mais une fois encore, le front de l'unité se trouve dans le seul fait d'être contre tout. Contre le Gouvernement, contre tout ce qu'il a pu proposer sans que jamais ne pointe une idée commune à l'horizon.

Il y a bien sûr cette vieille lubie de la gauche radicale d'un État qui est contre le peuple, d'un État en qui se cache une forme de tyrannie, qui est désigné comme l'ennemi et qu'il faudra abattre quand viendra le Grand soir.

Tout ça pour une faute individuelle avérée et avouée, qui n'aurait pas dû pouvoir se produire mais qui est bien loin du dysfonctionnement généralisé que l'on veut présenter.

Finalement, collègues insoumis, à défaut du succès de vos propositions, vous mettez vos espoirs dans l'agitation politique et médiatique, dans la fédération des appareils et non du peuple puisque le peuple a dit non à vos déclarations et à vos mirages érigés en bannières.

Votre motion de censure est à l'image de cette VI^{ème} République que vous réclamez.

Elle ne serait finalement qu'un retour à la IV^{ème} République, où les Gouvernements mourraient avant d'avoir vu le jour, où l'on pourrait défaire en une main levée ce qu'on avait mis des semaines ou des mois à construire.

J'entends aussi les appels à la célérité des camarades socialistes.

Dois-je rappeler qu'il a fallu naguère attendre cinq mois pour que les actes et les déclarations d'un ancien ministre du Budget, qui avait alors menti « les yeux dans les yeux » ici-même, dans cet hémicycle, fassent l'objet d'une commission d'enquête ?

Sans vergogne, vous faites aujourd'hui équipage derrière celui qui qualifiait injustement de « capitaine de pédalo » l'ancien président de la République : vous n'avez décidément ni projet, ni mémoire !

Ces deux motions de censure signent de nouvelles alliances. On découvre devant les caméras le flirt médiatique d'élus insoumis avec des leaders de l'extrême-droite.

Tout cela démontre, s'il en était encore besoin, l'incapacité des oppositions à formuler un dessein politique et un sens à son action, à proposer un chemin.

Vous n'avez finalement en commun que l'aigreur de la défaite et le désir de revanche.

Qu'avez-vous fait depuis le début de cette mandature ?

Vous vous opposez à tout : vous êtes contre le projet de réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage, contre la loi Asile et immigration, contre la loi pour la confiance dans la vie politique, contre la loi ELAN sur le logement, contre la loi Egalim pour les prix agricoles et l'alimentation ou encore contre la loi pour l'orientation et la réussite des étudiants.

Sur ces sujets de fond vous n'avez d'ailleurs jamais estimé nécessaire de tenter de censurer le Gouvernement.

Mais aujourd'hui, mes chers collègues, c'est la braderie des postures, deux motions de censure pour le prix d'une.

Elles sont unies par cette volonté de faire tomber le Gouvernement, de refaire les scrutins du printemps 2017, de cette élection que la droite croyait imperdable, ou encore de la chimère d'un peuple qui devait se soulever pour une France insoumise tandis que la social-démocratie choisissait de se saborder.

Les coups politiques, les rappels au règlement, les calculs d'apparatchiks et les ententes de circonstances n'y feront rien : force reste à la démocratie et la majorité restera fidèle à ses promesses et au mandat donné par le peuple souverain.

L'action du gouvernement est le fruit du choix du peuple, qui à quatre reprises entre avril et juin 2017 a placé notre projet en tête.

Alors non, notre majorité ne se laissera pas dévier par de médiocres tactiques.

Non, nous n'abandonnerons pas notre volonté de transformer le pays, de lui redonner un élan et un optimisme qu'il n'a que trop peu connu depuis plus de vingt ans.

Non, nous ne reviendrons pas sur nos engagements.

Nous continuerons notre travail et réaffirmons notre confiance dans notre gouvernement pour agir et pour rassembler toujours plus largement.

Oui nous ne cesserons jamais de rassembler les Françaises et les Français là où vous ne cherchez cyniquement qu'à les diviser et à les opposer.

Mesdames et Messieurs les censeurs, Édouard PHILIPPE comme tout son gouvernement, nommé par le Président de la République, conservent la pleine et entière confiance de notre majorité et c'est bien pourquoi vos motions de censure rejoindront dès ce soir les archives de l'Assemblée nationale, au rayon des moins glorieuses de l'histoire.

Seul le prononcé fait foi